

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2014/200580]

Extrait de l'arrêt n° 1/2014 du 16 janvier 2014

Numéro du rôle : 5488

En cause : le recours en annulation totale ou partielle (les articles 2 et 3) de la loi du 15 mars 2012 « modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine », introduit par l'ASBL « Association pour le droit des Etrangers » et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents J. Spreutels et A. Alen, des juges E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût et T. Giet, et, conformément à l'article 60bis de la loi du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, du président émérite M. Bossuyt, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 28 septembre 2012 et parvenue au greffe le 1^{er} octobre 2012, un recours en annulation totale ou partielle (les articles 2 et 3) de la loi du 15 mars 2012 « modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine » (publiée au *Moniteur belge* du 30 mars 2012, deuxième édition) a été introduit par l'ASBL « Association pour le droit des Etrangers », dont le siège est établi à 1000 Bruxelles, rue du Boulet 22, l'ASBL « Coordination et initiatives pour et avec les Réfugiés et Etrangers », dont le siège est établi à 1050 Bruxelles, rue du Vivier 80-82, l'ASBL « Liga voor Mensenrechten », dont le siège est établi à 9000 Gand, De Smetstraat 75, l'ASBL « Ligue des Droits de l'Homme », dont le siège est établi à 1000 Bruxelles, rue du Boulet 22, l'ASBL « Vluchtelingenwerk Vlaanderen », dont le siège est établi à 1030 Bruxelles, rue Gaucheret 164, et Nazifa Mustafa et Daniel Vasic, demeurant au Centre d'accueil de la Croix-Rouge à 4920 Remouchamps, Sedoz 6.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant aux dispositions attaquées

B.1.1. Les parties requérantes demandent l'annulation totale ou partielle de la loi du 15 mars 2012 « modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine » (ci-après : la loi du 15 mars 2012).

Il ressort de la requête que l'objet du recours est limité aux articles 2 et 3 de la loi attaquée.

B.1.2. L'article 2 de la loi du 15 mars 2012 dispose :

« Dans l'article 39/2, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, inséré par la loi du 15 septembre 2006, les mots 'la décision visée à l'article 57/6, alinéa 1^{er}, 2^o' sont remplacés par les mots 'les décisions visées aux articles 57/6, alinéa 1^{er}, 2^o et 57/6/1' ».

B.1.3. L'article 3 de la loi du 15 mars 2012 dispose :

« Dans l'article 39/81, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 15 septembre 2006 et modifié par les lois des 4 mai 2007, 23 décembre 2009 et 29 décembre 2010, les mots '- 39/76, § 3, alinéa 1^{er};' sont remplacés par les mots '- 39/76, § 3 alinéa 1^{er}, à l'exception des recours concernant les décisions mentionnées aux articles 57/6, alinéa 1^{er}, 2^o et 57/6/1 qui sont traités conformément à l'article 39/76, § 3, alinéa 2;' ».

B.1.4. La décision visée à l'article 57/6/1 de la loi du 15 décembre 1980 est celle par laquelle le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides décide de ne pas prendre en considération la demande de reconnaissance du statut de réfugié ou d'obtention du statut de protection subsidiaire introduite par un ressortissant d'un pays d'origine sûr ou par un apatride qui avait précédemment sa résidence habituelle dans un pays d'origine sûr. Le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides est, en vertu de l'article 57/6/1 de la loi du 15 décembre 1980, compétent pour prendre cette décision de non-prise en considération lorsqu'il ne ressort pas clairement des déclarations du demandeur d'asile qu'il existe, en ce qui le concerne, une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève relative au statut des réfugiés ou des motifs sérieux de croire qu'il court un risque réel de subir une atteinte grave au sens de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 concernant le statut de protection subsidiaire. La liste des pays d'origine sûrs est déterminée, au moins une fois par an, par le Roi, conformément aux alinéas 2 à 4 de l'article 57/6/1 de la loi du 15 décembre 1980.

B.1.5. L'article 39/2 de la loi du 15 décembre 1980, modifié par la première disposition attaquée, détermine les compétences du Conseil du contentieux des étrangers.

Ces compétences sont d'une double nature :

- sur la base du paragraphe 1^{er} de l'article 39/2, le Conseil du contentieux des étrangers connaît, lorsqu'il statue en matière d'asile et de protection subsidiaire, des recours introduits à l'encontre des décisions du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides (ci-après : le Commissaire général);

- sur la base du paragraphe 2 de cet article, le Conseil du contentieux des étrangers agit en qualité de juge d'annulation lorsqu'il statue sur les autres recours pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir.

Par conséquent, les compétences qui sont attribuées au Conseil du contentieux des étrangers diffèrent selon que le Conseil exerce ses compétences sur la base du paragraphe 1^{er} ou du paragraphe 2 de l'article 39/2. Dans le premier cas, il s'agit d'une compétence de pleine juridiction. Dans le second cas, il s'agit d'un contrôle de légalité de la décision.

B.1.6. En vertu de la modification de cette disposition réalisée par l'article 2 de la loi du 15 mars 2012 attaquée, la décision de non-prise en considération d'une demande d'asile ou d'obtention du statut de protection subsidiaire prise par le Commissaire général à l'égard d'un demandeur originaire d'un pays figurant sur la liste des pays sûrs établie par le Roi ne peut pas faire l'objet d'un recours de pleine juridiction auprès du Conseil du contentieux des étrangers. Cette décision peut, en revanche, faire l'objet d'un recours en annulation auprès de cette même juridiction.

B.1.7. En vertu de la modification de l'article 39/81, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, introduite par l'article 3 de la loi du 15 mars 2012 attaquée, le Président de chambre ou le juge du Conseil du contentieux des étrangers saisi d'un recours en annulation contre une décision de non-prise en considération de la demande d'asile ou d'obtention du statut de protection subsidiaire introduit par un demandeur originaire d'un pays sûr prend une décision dans les deux mois suivant la réception du recours.

B.2.1. La loi attaquée complète la loi du 19 janvier 2012 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, qui a notamment introduit dans cette dernière loi l'article 57/6/1 précité. Ces deux lois visent à « accélérer l'examen des demandes d'asile formulées par des étrangers provenant de pays d'origine sûrs » (*Doc. parl.*, Sénat, 2011-2012, 5-1364/3, p. 2).

En commission du Sénat, la secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté a exposé que le traitement plus rapide des demandes d'asile « ne pourra être réalisé que si la procédure accélérée auprès du [Commissaire général] est également suivie en degré d'appel par une procédure accélérée menée auprès du Conseil du contentieux des étrangers ». A cette fin, « les ressortissants de pays d'origine sûrs ne peuvent contester la réponse négative opposée à leur demande d'asile que par le biais d'un recours en annulation devant le Conseil du contentieux des étrangers, et non par le biais d'un recours de pleine juridiction, comme c'est le cas pour les autres demandes d'asile » et « le Conseil devra se prononcer sur le recours en annulation dans un délai de deux mois au lieu du délai habituel de trois mois » (*ibid.*, p. 3).

B.2.2. L'article 57/6/1 de la loi du 15 décembre 1980 et les dispositions attaquées ont été insérées par la voie d'un amendement dont l'objet était de transposer en droit belge la directive 2005/85/CE du Conseil du 1^{er} décembre 2005 relative à des normes minimales concernant la procédure d'octroi et de retrait du statut de réfugié dans les Etats membres (*Doc. parl.*, Chambre, 2011-2012, DOC 53-1825/003, p. 4).

L'article 30, paragraphe 1, de la directive 2005/85/CE précitée dispose :

« Sans préjudice de l'article 29, les Etats membres peuvent maintenir ou adopter des dispositions législatives qui leur permettent, conformément à l'annexe II, de désigner comme pays d'origine sûrs, au niveau national, des pays tiers autres que ceux qui figurent sur la liste commune minimale à des fins d'examen de demandes d'asile. Ils peuvent également désigner comme sûre une portion du territoire d'un pays si les conditions prévues à l'annexe II sont remplies en ce qui concerne cette portion de territoire ».

L'article 31 de la même directive dispose :

« 1. Un pays tiers désigné comme pays d'origine sûr conformément soit à l'article 29, soit à l'article 30 ne peut être considéré comme tel pour un demandeur d'asile déterminé, après examen individuel de la demande introduite par cette personne, que si :

- a) ce dernier est ressortissant dudit pays, ou
- b) si l'intéressé est apatride et s'il s'agit de son ancien pays de résidence habituelle;

et si le demandeur d'asile n'a pas fait valoir de raisons sérieuses permettant de penser qu'il ne s'agit pas d'un pays d'origine sûr en raison de sa situation personnelle, compte tenu de conditions requises pour prétendre au statut de réfugié en vertu de la directive 2004/83/CE.

2. Les Etats membres considèrent, conformément au paragraphe 1, que la demande d'asile est infondée lorsque le pays tiers est désigné comme sûr en vertu de l'article 29.

3. Les Etats membres prévoient dans leur droit national des règles et modalités supplémentaires aux fins de l'application de la notion de pays d'origine sûr ».

B.3.1. Par son arrêt n° 107/2013 du 18 juillet 2013, la Cour a rejeté le recours en annulation de la loi du 19 janvier 2012 « modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers » ayant introduit dans cette loi l'article 57/6/1 précité.

B.3.2. L'article 2 de la loi du 8 mai 2013 « modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, et modifiant la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses II » remplace l'article 39/2, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 précitée. L'article 21 de la même loi du 8 mai 2013 modifie l'article 39/81, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 précitée. Ces dispositions de la loi du 8 mai 2013 sont entrées en vigueur dix jours après leur publication au *Moniteur belge* intervenue le 22 août 2013.

Dès lors que les dispositions attaquées ont pu avoir des effets avant leur remplacement par les dispositions précitées de la loi du 8 mai 2013, le recours en annulation n'a pas perdu son objet par l'effet de l'entrée en vigueur de cette loi.

Quant au moyen unique

B.4.1. Le moyen unique est pris, notamment, de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec les articles 3 et 13 de la Convention européenne des droits de l'homme, avec l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (ci-après : la Charte) et avec l'article 39 de la directive 2005/85/CE du Conseil du 1^{er} décembre 2005 relative à des normes minimales concernant la procédure d'octroi et de retrait du statut de réfugié dans les Etats membres (ci-après : la directive « procédure »).

Les parties requérantes font grief aux dispositions attaquées de priver, de manière discriminatoire, les demandeurs d'asile originaires d'un pays considéré comme sûr, du droit à un recours effectif contre la décision de rejet de leur demande d'asile et de refus de leur accorder la protection subsidiaire prise par le Commissaire général.

B.4.2. L'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme dispose :

« Nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains et dégradants ».

L'article 13 de la même Convention dispose :

« Toute personne dont les droits et libertés reconnus dans la présente Convention ont été violés, a droit à l'octroi d'un recours effectif devant une instance nationale, alors même que la violation aurait été commise par des personnes agissant dans l'exercice de leurs fonctions officielles ».

B.4.3. L'article 47 de la Charte dispose :

« Toute personne dont les droits et libertés garantis par le droit de l'Union ont été violés a droit à un recours effectif devant un tribunal dans le respect des conditions prévues au présent article.

Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable par un tribunal indépendant et impartial, établi préalablement par la loi. Toute personne a la possibilité de se faire conseiller, défendre et représenter.

Une aide juridictionnelle est accordée à ceux qui ne disposent pas de ressources suffisantes, dans la mesure où cette aide serait nécessaire pour assurer l'effectivité de l'accès à la justice ».

B.4.4. L'article 39 de la directive « procédure » dispose :

« 1. Les Etats membres font en sorte que les demandeurs d'asile disposent d'un droit à un recours effectif devant une juridiction contre les actes suivants :

- a) une décision concernant leur demande d'asile, y compris :
 - i) les décisions d'irrecevabilité de la demande en application de l'article 25, paragraphe 2;
 - ii) les décisions prises à la frontière ou dans les zones de transit d'un Etat membre en application de l'article 35, paragraphe 1;
 - iii) les décisions de ne pas procéder à un examen en application de l'article 36;
 - b) le refus de rouvrir l'examen d'une demande après que cet examen a été clos en vertu des articles 19 et 20;
 - c) une décision de ne pas poursuivre l'examen de la demande ultérieure en vertu des articles 32 et 34;
 - d) une décision de refuser l'entrée dans le cadre des procédures prévues à l'article 35, paragraphe 2;
 - e) une décision de retirer le statut de réfugié, en application de l'article 38.
- [...] ».

Le considérant 27 de la directive indique, à propos du droit au recours effectif :

« (27) Conformément à un principe fondamental du droit communautaire, les décisions prises en ce qui concerne une demande d'asile et le retrait du statut de réfugié doivent faire l'objet d'un recours effectif devant une juridiction au sens de l'article [267 TFUE]. L'effectivité du recours, en ce qui concerne également l'examen des faits pertinents, dépend du système administratif et judiciaire de chaque Etat membre considéré dans son ensemble ».

B.5.1. Tel qu'il est interprété par la Cour européenne des droits de l'homme, le droit au recours effectif garanti par l'article 13 de la Convention européenne des droits de l'homme suppose que la personne qui invoque un grief défendable tiré de la violation de l'article 3 de la même Convention ait accès à une juridiction qui soit compétente pour examiner le contenu du grief et pour offrir le redressement approprié. La Cour européenne des droits de l'homme a estimé à plusieurs reprises que, « compte tenu de l'importance qu' [elle] attache à l'article 3 de la Convention et à la nature irréversible du dommage susceptible d'être causé en cas de réalisation du risque de torture ou de mauvais traitements [...], l'article 13 exige que l'intéressé ait accès à un recours de plein droit suspensif » (CEDH, 26 avril 2007, *Gebremedhin (Gaberamadhien) c. France*, § 66; voy. CEDH, 21 janvier 2011, *M.S.S. c. Belgique et Grèce*, § 293; 2 février 2012, *I.M. c. France*, §§ 134 et 156; 2 octobre 2012, *Singh et autres c. Belgique*, § 92).

B.5.2. Pour être effectif au sens de l'article 13 de la Convention européenne des droits de l'homme, le recours ouvert à la personne se plaignant d'une violation de l'article 3 doit permettre un contrôle « attentif », « complet » et « rigoureux » de la situation du requérant par l'organe compétent (CEDH, 21 janvier 2011, *M.S.S. c. Belgique et Grèce*, §§ 387 et 389; 20 décembre 2011, *Yoh-Ekale Mwanje c. Belgique*, §§ 105 et 107).

B.6.1. L'introduction devant le Conseil du contentieux des étrangers du recours en annulation ouvert par l'article 39/2, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 contre la décision de non-prise en considération adoptée par le Commissaire général relativement à une demande d'asile et de protection subsidiaire formulée par une personne originaire d'un pays figurant sur la liste des pays sûrs adoptée par le Roi n'a pas d'effet suspensif de la décision du Commissaire général.

B.6.2. Par ailleurs, le recours en annulation implique un examen de la légalité de la décision du Commissaire général en fonction des éléments dont cette autorité avait connaissance au moment où elle a statué. Le Conseil du contentieux des étrangers, en effectuant cet examen, n'est dès lors pas tenu de prendre en considération les éventuels éléments de preuve nouveaux présentés devant lui par le requérant. Le Conseil du contentieux des étrangers n'est pas tenu non plus, pour effectuer le contrôle de légalité, d'examiner la situation actuelle du requérant, c'est-à-dire au moment où il statue, par rapport à la situation prévalant dans son pays d'origine.

B.6.3. Il résulte de ce qui précède que le recours en annulation qui peut être introduit, conformément à l'article 39/2, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980, à l'encontre d'une décision de non-prise en considération de la demande d'asile ou de protection subsidiaire n'est pas un recours effectif au sens de l'article 13 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.7. Pour examiner si cette disposition est violée, il faut toutefois prendre en compte l'ensemble des recours dont disposent les requérants, en ce compris les recours qui permettent de s'opposer à l'exécution d'une mesure d'éloignement vers un pays dans lequel, aux termes du grief qu'ils font valoir, existe un risque de violation de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme à leur égard. En effet, la Cour européenne des droits de l'homme a jugé à plusieurs reprises que « l'ensemble des recours offerts par le droit interne peut remplir les exigences de l'article 13, même si aucun d'eux n'y répond en entier à lui seul » (voyez notamment CEDH, 5 février 2002, *Čonka c. Belgique*, § 75; 26 avril 2007, *Gebremedhin (Gaberamadhien) c. France*, § 53; 2 octobre 2012, *Singh et autres c. Belgique*, § 99).

B.8.1. Lorsque l'exécution de la mesure d'éloignement du territoire est imminente, le demandeur d'asile qui a fait l'objet d'une décision de non-prise en considération de sa demande peut introduire contre la mesure d'éloignement un recours en suspension d'extrême urgence conformément à l'article 39/82, § 4, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980. En vertu de l'article 39/83 de la même loi, l'exécution forcée de la mesure d'éloignement ne peut avoir lieu qu'au plus tôt cinq jours après la notification de la mesure, sans que ce délai puisse être inférieur à trois jours ouvrables. Si l'étranger avait déjà introduit une demande de suspension ordinaire et que l'exécution de la mesure d'éloignement devient imminente, il peut demander, par voie de mesures provisoires, que le Conseil du contentieux des étrangers statue dans les meilleurs délais. Dès la réception de cette demande, il ne peut plus être procédé à l'exécution forcée de la mesure d'éloignement (articles 39/84 et 39/85 de la même loi).

B.8.2. Par plusieurs arrêts rendus en assemblée générale le 17 février 2011, le Conseil du contentieux des étrangers a jugé que, pour que ce recours en suspension d'extrême urgence soit conforme aux exigences de l'article 13 de la Convention européenne des droits de l'homme, il fallait interpréter les dispositions de la loi du 15 décembre 1980 en ce sens que la demande de suspension d'extrême urgence introduite dans le délai de cinq jours de la notification de la mesure d'éloignement est suspensive de plein droit de l'exécution de la mesure d'éloignement, jusqu'à ce que le Conseil se prononce. Par les mêmes arrêts, le Conseil a également jugé que le recours, introduit en dehors du délai suspensif de cinq jours mais dans le délai prévu à l'article 39/57 de la loi du 15 décembre 1980 pour introduire un recours en annulation, soit 30 jours, était également suspensif de plein droit de l'exécution de la mesure d'éloignement dont l'exécution est imminente (CCE, 17 février 2011, arrêts n^{os} 56.201 à 56.205, 56.207 et 56.208).

B.8.3. Cette extension de l'effet suspensif de l'introduction du recours en suspension d'extrême urgence ne résulte toutefois pas d'une modification législative, mais bien d'une jurisprudence du Conseil du contentieux des étrangers, de sorte que les requérants ne peuvent, malgré l'autorité qui s'attache à ces arrêts, avoir la garantie que l'administration de l'Office des étrangers a adapté sa pratique, en toutes circonstances, à cette jurisprudence. A cet égard, il convient de rappeler que la Cour européenne des droits de l'homme a répété à plusieurs reprises que « les exigences de l'article 13, tout comme celles des autres dispositions de la Convention, sont de l'ordre de la garantie, et non du simple bon vouloir ou de l'arrangement pratique; c'est là une des conséquences de la prééminence du droit, l'un des principes

fondamentaux d'une société démocratique, inhérente à l'ensemble des articles de la Convention » (CEDH, 5 février 2002, *Čonka* c. Belgique, § 83; 26 avril 2007; *Gebremedhin (Gaberamadhien)* c. France, § 66). Elle a également précisé que « l'effectivité [du recours] commande des exigences de disponibilité et d'accessibilité des recours en droit comme en pratique » (CEDH, 2 février 2012, *I.M.* c. France, § 150; 2 octobre 2012, *Singh et autres* c. Belgique, § 90).

B.8.4. Par ailleurs, la suspension de la mesure d'éloignement n'est décidée par le Conseil du contentieux des étrangers qu'à la triple condition que la partie requérante démontre l'extrême urgence de la situation, qu'elle présente au moins un moyen d'annulation sérieux et qu'elle prouve un risque de préjudice grave difficilement réparable.

Le moyen sérieux doit être susceptible de justifier l'annulation de l'acte contesté. En d'autres termes, le Conseil du contentieux des étrangers procède en principe dans ce contexte à un contrôle apparent de la légalité de la décision d'éloignement, contrôle qui ne lui impose pas de prendre en considération, au moment où il statue, les éléments nouveaux qui pourraient être présentés par le requérant ou la situation actuelle de celui-ci relativement à l'éventuelle évolution de la situation dans son pays d'origine.

B.8.5. Le Conseil des ministres indique que le Conseil du contentieux des étrangers peut prendre en considération, au moment où il statue en extrême urgence, de nouveaux éléments pour évaluer le risque de violation de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme en cas d'éloignement vers le pays d'origine du demandeur. Il faut à nouveau relever que cette pratique résulterait d'une certaine jurisprudence du Conseil du contentieux des étrangers et que rien ne garantit dès lors aux requérants que les nouveaux éléments de preuve ou l'évolution de la situation seront pris en considération par le Conseil. En effet, l'article 39/78 de la loi du 15 décembre 1980, qui dispose que les recours en annulation sont introduits selon les modalités déterminées à l'article 39/69, lequel concerne les recours de plein contentieux en matière d'asile, indique expressément que les dispositions prévues à l'article 39/69, § 1^{er}, alinéa 2, 4^o, qui concernent l'invocation de nouveaux éléments, ne sont pas applicables aux recours en annulation. De même, l'article 39/76, § 1^{er}, alinéa 2, de la même loi, qui précise à quelles conditions les nouveaux éléments sont examinés par le Conseil du contentieux des étrangers siégeant au contentieux de pleine juridiction, n'est pas applicable au Conseil lorsqu'il examine les recours en annulation.

B.8.6. Il résulte de ce qui précède que le recours en suspension d'extrême urgence n'est pas un recours effectif au sens de l'article 13 de la Convention européenne des droits de l'homme. En conséquence, l'article 39/2, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 prive les demandeurs d'asile originaires d'un pays sûr dont la demande a fait l'objet d'une décision de non-prise en considération d'un recours effectif au sens de cette disposition.

B.9.1. L'article 2 de la loi du 15 mars 2012 crée donc une différence de traitement, en ce qui concerne le droit à un recours effectif contre une décision de rejet de la demande d'asile et de refus d'octroi de la protection subsidiaire, entre les demandeurs d'asile qu'il vise et les autres demandeurs d'asile qui peuvent introduire, contre la décision de rejet de leur demande, un recours suspensif au Conseil du contentieux des étrangers disposant, pour en connaître, d'une compétence de pleine juridiction.

B.9.2. La Cour doit examiner si cette différence de traitement est raisonnablement justifiée, ce qui implique qu'elle repose sur un critère objectif et pertinent et qu'elle soit proportionnée à l'objectif poursuivi.

B.10.1. La différence de traitement repose sur le critère du pays dont le demandeur a la nationalité ou, s'il est apatride, du pays dans lequel il avait sa résidence habituelle avant d'arriver sur le territoire. Ce critère est objectif.

B.10.2. L'article 23, paragraphe 4, de la directive « procédure » dispose :

« Les Etats membres peuvent également décider, dans le respect des principes de base et des garanties fondamentales visés au chapitre II, qu'une procédure d'examen est prioritaire ou est accélérée lorsque :

[...]

c) la demande d'asile est considérée comme infondée :

i) parce que le demandeur provient d'un pays d'origine sûr au sens des articles 29, 30 et 31, ou

ii) parce que le pays qui n'est pas un Etat membre est considéré comme un pays tiers sûr pour le demandeur sans préjudice de l'article 28, paragraphe 1, ou

[...] ».

B.10.3. Il découle de cette possibilité que « la nationalité du demandeur d'asile est un élément qui peut être pris en considération pour justifier le traitement prioritaire ou accéléré d'une demande d'asile » (CJUE, 31 janvier 2013, *H.I.D. et B.A.*, C-175/11, point 73).

B.10.4. Il n'en résulte toutefois pas qu'en prévoyant un traitement prioritaire ou accéléré des demandes d'asile introduites par des personnes originaires de certains pays considérés comme sûrs, les Etats membres pourraient priver ces demandeurs des « garanties fondamentales » instituées par la directive « procédure » ou par les « principes de base » du droit européen.

La Cour de justice de l'Union européenne a en effet jugé :

« Toutefois, il convient de préciser que, afin d'éviter une discrimination entre les demandeurs d'asile d'un pays tiers déterminé dont les demandes feraient l'objet d'une procédure d'examen prioritaire et les ressortissants d'autres pays tiers dont les demandes seraient examinées selon la procédure normale, cette procédure prioritaire ne doit pas priver les demandeurs relevant de la première catégorie des garanties exigées par l'article 23 de la directive 2005/85, lesquelles s'appliquent à toute forme de procédure » (*ibid.*, point 74).

B.10.5. Parmi les « principes de base » et les « garanties fondamentales » instituées par la directive figure le droit à un recours effectif, garanti par l'article 47 de la Charte et par l'article 39 de la directive « procédure », cités en B.4.3 et B.4.4.

A cet égard, la Cour de justice a jugé :

« Partant, les décisions à l'encontre desquelles le demandeur d'asile doit disposer d'un recours en vertu de l'article 39, paragraphe 1, de la directive 2005/85 sont celles qui impliquent un rejet de la demande d'asile pour des raisons de fond ou, le cas échéant, pour des motifs de forme ou de procédure qui excluent une décision au fond » (CJUE, 28 juillet 2011, C-69/10, *Samba Diouf*, point 42).

B.10.6. La décision de non-prise en considération de la demande d'asile introduite par un demandeur originaire d'un pays sûr implique effectivement le rejet de la demande d'asile et relève en conséquence de la catégorie des décisions contre lesquelles un recours effectif doit être ouvert.

B.10.7. Le droit à un recours effectif reconnu par l'article 47 de la Charte doit, en application de l'article 52, paragraphe 3, de celle-ci, être défini par référence au sens et à la portée que lui confère la Convention européenne des droits de l'homme. Il suppose dès lors également que le recours soit suspensif et qu'il permette un examen rigoureux et complet des griefs des requérants par une autorité disposant d'un pouvoir de pleine juridiction.

Par ailleurs, le droit à un recours effectif tel qu'il est garanti dans le contentieux de l'asile par l'article 39 de la directive précitée est applicable, non pas à la mesure d'éloignement du territoire, mais bien à la décision rejetant la demande d'asile. Il en découle qu'il suppose un examen, non seulement du grief tiré du risque de violation de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme en cas d'expulsion du requérant vers un pays où ce risque existe, mais également des griefs tirés de la violation des dispositions relatives à l'octroi du statut de réfugié ou de la protection subsidiaire.

B.11. En conséquence, la différence de traitement, quant à la possibilité d'exercer un recours effectif à l'encontre de la décision mettant fin à la procédure d'asile, entre demandeurs d'asile selon qu'ils sont ou non originaires d'un pays sûr repose sur un critère qui n'est pas admis par la directive « procédure » et qui n'est dès lors pas pertinent.

B.12. Enfin, il convient de relever qu'en tout état de cause, la mesure consistant à ne permettre que l'introduction d'un recours en annulation contre la décision mettant fin à la procédure d'asile pour la catégorie des demandeurs originaires d'un pays sûr n'est pas proportionnée à l'objectif de célérité, décrit en B.2.1, poursuivi par le législateur. En effet, cet objectif pourrait être atteint en raccourcissant, dans cette hypothèse, les délais octroyés pour l'introduction du recours de pleine juridiction, raccourcissement qui est d'ailleurs déjà organisé par la loi pour d'autres hypothèses.

B.13. Le moyen unique est fondé. Il y a lieu d'annuler l'article 2 de la loi du 15 mars 2012.

Compte tenu de la connexité, il y a lieu d'annuler également, dans l'article 39/81, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, modifié par l'article 3 de la loi du 15 mars 2012, les mots « et 57/6/1 ».

Par ces motifs,

la Cour

annule :

- l'article 2 de la loi du 15 mars 2012 « modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine »;

- dans l'article 39/81, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 précitée, modifié par l'article 3 de la loi précitée du 15 mars 2012, les mots « et 57/6/1 ».

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989, à l'audience publique du 16 janvier 2014.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux

Le président,

J. Spreutels

GRONDWETTELIJK HOF

[2014/200580]

Uittreksel uit arrest nr. 1/2014 van 16 januari 2014

Rolnummer : 5488

In zake : het beroep tot gehele of gedeeltelijke vernietiging (de artikelen 2 en 3) van de wet van 15 maart 2012 « tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging [en de verwijdering van vreemdelingen] en de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten », ingesteld door de vzw « Association pour le droit des Etrangers » en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters J. Spreutels en A. Alen, de rechters E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût en T. Giet, en, overeenkomstig artikel 60bis van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, emeritus voorzitter M. Bossuyt, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter J. Spreutels,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 28 september 2012 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 1 oktober 2012, is beroep tot gehele of gedeeltelijke vernietiging (de artikelen 2 en 3) van de wet van 15 maart 2012 « tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging [en de verwijdering van vreemdelingen] en de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 30 maart 2012, tweede editie) ingesteld door de vzw « Association pour le droit des Etrangers », met zetel te 1000 Brussel, Kogelstraat 22, de vzw « Coordination et initiatives pour et avec les Réfugiés et Etrangers », met zetel te 1050 Brussel, Visvijverstraat 80-82, de vzw « Liga voor Mensenrechten », met zetel te 9000 Gent, De Smetstraat 75, de vzw « Ligue des Droits de l'Homme », met zetel te 1000 Brussel, Kogelstraat 22, de vzw « Vluchtelingenwerk Vlaanderen », met zetel te 1030 Brussel, Gaucheretstraat 164, en Nazifa Mustafa en Daniel Vasic, verblijvende in het opvangcentrum van het Rode Kruis te 4920 Remouchamps, Sedoz 6.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepalingen

B.1.1. De verzoekende partijen vorderen de volledige of gedeeltelijke vernietiging van de wet van 15 maart 2012 « tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten » (hierna : de wet van 15 maart 2012).

Uit het verzoekschrift blijkt dat het onderwerp van het beroep is beperkt tot de artikelen 2 en 3 van de bestreden wet.

B.1.2. Artikel 2 van de wet van 15 maart 2012 bepaalt :

« In artikel 39/2, § 1, derde lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006, worden de woorden ' de in artikel 57/6, eerste lid, 2^o bedoelde beslissing ' vervangen door de woorden ' de in de artikelen 57/6, eerste lid, 2^o en 57/6/1 bedoelde beslissingen ' ».

B.1.3. Artikel 3 van de wet van 15 maart 2012 bepaalt :

« In artikel 39/81, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006 en gewijzigd bij de wetten van 4 mei 2007, 23 december 2009 en 29 december 2010, worden de woorden ' - 39/76, § 3, eerste lid; ' vervangen door de woorden ' - 39/76, § 3, eerste lid, met uitzondering van de beroepen inzake de beslissingen vermeld in de artikelen 57/6, eerste lid, 2° en 57/6/1 die overeenkomstig artikel 39/76, § 3, tweede lid, worden behandeld; ' ».

B.1.4. De beslissing bedoeld in artikel 57/6/1 van de wet van 15 december 1980 is die waarbij de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen beslist de aanvraag tot erkenning van de vluchtelingenstatus of tot het verkrijgen van de subsidiaire beschermingsstatus ingediend door een onderdaan van een veilig land van herkomst of door een staatloze die voorheen in een veilig land van herkomst zijn gewone verblijfplaats had, niet in overweging te nemen. De Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen is, krachtens artikel 57/6/1 van de wet van 15 december 1980, bevoegd om die beslissing tot niet-inoverwegingneming te nemen wanneer uit de verklaringen van de asielzoeker niet duidelijk blijkt dat, wat hem betreft, een gegronde vrees voor vervolging bestaat in de zin van het Verdrag van Genève betreffende de status van de vluchtelingen, of dat er zwaarwegende gronden zijn om aan te nemen dat hij een reëel risico loopt op het lijden van ernstige schade in de zin van artikel 48/4 van de wet van 15 december 1980 met betrekking tot de subsidiaire beschermingsstatus. De lijst van veilige landen van herkomst wordt, minstens eenmaal per jaar, bepaald door de Koning, overeenkomstig het tweede tot vierde lid van artikel 57/6/1 van de wet van 15 december 1980.

B.1.5. Artikel 39/2 van de wet van 15 december 1980, gewijzigd bij de eerste bestreden bepaling, stelt de bevoegdheden van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen vast.

Die bevoegdheden zijn van tweeërlei aard :

- op grond van paragraaf 1 van artikel 39/2 neemt de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, wanneer hij uitspraak doet inzake asiel en subsidiaire bescherming, kennis van beroepen die zijn ingesteld tegen de beslissingen van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen (hierna : de Commissaris-generaal);

- op grond van paragraaf 2 van dat artikel treedt de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen op als annulatierechter wanneer hij uitspraak doet over de overige beroepen wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht.

Bijgevolg verschillen de aan de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen toegekende bevoegdheden naargelang de Raad zijn bevoegdheden uitoefent op grond van paragraaf 1 dan wel paragraaf 2 van artikel 39/2. In het eerste geval gaat het om een bevoegdheid met volle rechtsmacht. In het tweede geval betreft het een wettigheidstoetsing van de beslissing.

B.1.6. Krachtens de wijziging van die bepaling bij artikel 2 van de bestreden wet van 15 maart 2012 kan de beslissing tot niet-inoverwegingneming van een aanvraag tot het verkrijgen van asiel of van de subsidiaire beschermingsstatus genomen door de Commissaris-generaal ten aanzien van een asielzoeker die afkomstig is uit een land dat is opgenomen in de lijst van veilige landen zoals die door de Koning is vastgesteld, niet het voorwerp uitmaken van een beroep met volle rechtsmacht voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen. Die beslissing kan daarentegen het voorwerp uitmaken van een annulatieberoep voor datzelfde rechtscollege.

B.1.7. Krachtens de wijziging van artikel 39/81, eerste lid, van de wet van 15 december 1980, ingevoerd bij artikel 3 van de bestreden wet van 15 maart 2012, neemt de kamervoorzitter of de rechter van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen voor wie een uit een veilig land afkomstige asielzoeker een annulatieberoep instelt tegen een beslissing tot niet-inoverwegingneming van de aanvraag tot het verkrijgen van asiel of van de subsidiaire beschermingsstatus, een beslissing binnen twee maanden na ontvangst van het beroep.

B.2.1. De bestreden wet vervolledigt de wet van 19 januari 2012 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, die met name in die laatste wet het voormelde artikel 57/6/1 heeft ingevoegd. Die twee wetten strekken ertoe « het onderzoek van de asielaanvragen van vreemdelingen uit veilige landen van herkomst, [te] versnellen » (*Parl. St., Senaat, 2011-2012, 5-1364/3, p. 2*).

In de Senaatscommissie heeft de staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding uiteengezet dat de snellere behandeling van de asielaanvragen « maar verwezenlijkt [kan] worden als de versnelde procedure bij [de Commissaris-generaal] ook gevolgd wordt in hoger beroep, door een versnelde procedure bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen ». Daartoe « [kunnen] de onderdanen uit veilige landen van herkomst, de negatieve beslissing inzake hun asielaanvraag alleen [...] aanvechten bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen door middel van een annulatieberoep, en niet zoals dit het geval is voor de andere asielaanvragen, door middel van een beroep in volle rechtsmacht » en « moet de Raad het annulatieberoep beslechten binnen een termijn van twee maanden in plaats van de gebruikelijke termijn van drie maanden » (*ibid.*, p. 3).

B.2.2. Artikel 57/6/1 van de wet van 15 december 1980 en de bestreden bepalingen zijn ingevoegd door middel van een amendement dat tot doel had de richtlijn 2005/85/EG van de Raad van 1 december 2005 betreffende minimumnormen voor de procedures in de lidstaten voor de toekenning of intrekking van de vluchtelingenstatus in het Belgisch recht om te zetten (*Parl. St., Kamer, 2011-2012, DOC 53-1825/003, p. 4*).

Artikel 30, lid 1, van de voormelde richtlijn 2005/85/EG bepaalt :

« Onverminderd artikel 29 kunnen de lidstaten voor de behandeling van asielverzoeken wetgeving handhaven of invoeren met het oog op de nationale aanmerking, overeenkomstig bijlage II, van andere derde landen dan de landen die op de gemeenschappelijke minimumlijst zijn opgenomen als veilige landen van herkomst. Dat kan inhouden dat een deel van een land als veilig wordt aangemerkt indien de voorwaarden van bijlage II voor dat deel zijn vervuld ».

Artikel 31 van dezelfde richtlijn bepaalt :

« 1. Een derde land dat op grond van artikel 29 of artikel 30 als veilig land van herkomst is aangemerkt, kan voor een bepaalde asielzoeker, nadat zijn verzoek afzonderlijk is behandeld, alleen als veilig land van herkomst worden beschouwd wanneer :

a) hij de nationaliteit van dat land heeft, of

b) hij staatloos is en voorheen in dat land zijn gewone verblijfplaats had,

en wanneer hij geen substantiële redenen heeft opgegeven om het land in zijn specifieke omstandigheden niet als een veilig land van herkomst te beschouwen ten aanzien van de vraag of hij voor erkenning als vluchteling in aanmerking komt overeenkomstig Richtlijn 2004/83/EG.

2. De lidstaten beschouwen overeenkomstig lid 1 het asielverzoek als ongegrond wanneer het derde land door de Raad als veilig is aangemerkt uit hoofde van artikel 29.

3. De lidstaten stellen verdere nationale wetsvoorschriften en -bepalingen vast voor de toepassing van het begrip ' veilig land van herkomst ' ».

B.3.1. Bij zijn arrest nr. 107/2013 heeft het Hof het beroep tot vernietiging van de wet van 19 januari 2012 « tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen », die in die wet het voormelde artikel 57/6/1 heeft ingevoegd, verworpen.

B.3.2. Artikel 2 van de wet van 8 mei 2013 « tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen II » vervangt artikel 39/2, § 1, derde lid, van de voormelde wet van 15 december 1980. Artikel 21 van dezelfde wet van 8 mei 2013 wijzigt artikel 39/81, eerste lid, van de voormelde wet van 15 december 1980. Die bepalingen van de wet van 8 mei 2013 zijn in werking getreden tien dagen na de bekendmaking ervan op 22 augustus 2013 in het *Belgisch Staatsblad*.

Aangezien de bestreden bepalingen uitwerking konden hebben vóór de vervanging ervan bij de voormelde bepalingen van de wet van 8 mei 2013, is het beroep tot vernietiging niet zonder voorwerp geworden door de inwerkingtreding van die wet.

Ten aanzien van het enige middel

B.4.1. Het enige middel is met name afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 3 en 13 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, met artikel 47 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie (hierna: het Handvest) en met artikel 39 van Richtlijn 2005/85/EG van de Raad van 1 december 2005 betreffende minimumnormen voor de procedures in de lidstaten voor de toekenning of intrekking van de vluchtelingenstatus (hierna: de Procedurerichtlijn).

De verzoekende partijen verwijten de bestreden bepalingen de uit een als veilig beschouwd land afkomstige asielzoekers op discriminerende wijze het recht te ontzeggen op een daadwerkelijk beroep tegen de beslissing van de Commissaris-generaal om hun asielaanvraag te verwerpen en om te weigeren hun de subsidiaire bescherming toe te kennen.

B.4.2. Artikel 3 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens bepaalt :

« Niemand mag worden onderworpen aan foltering en noch aan onmenselijke of vernederende behandelingen of straffen ».

Artikel 13 van hetzelfde Verdrag bepaalt :

« Eenieder wiens rechten en vrijheden die in dit Verdrag zijn vermeld, zijn geschonden, heeft recht op een daadwerkelijke rechtshulp voor een nationale instantie, zelfs indien deze schending zou zijn begaan door personen in de uitoefening van hun ambtelijke functie ».

B.4.3. Artikel 47 van het Handvest bepaalt :

« Eenieder wiens door het recht van de Unie gewaarborgde rechten en vrijheden zijn geschonden, heeft recht op een doeltreffende voorziening in rechte, met inachtneming van de in dit artikel gestelde voorwaarden.

Eenieder heeft recht op een eerlijke en openbare behandeling van zijn zaak, binnen een redelijke termijn, door een onafhankelijk en onpartijdig gerecht dat vooraf bij wet is ingesteld. Eenieder heeft de mogelijkheid zich te laten adviseren, verdedigen en vertegenwoordigen.

Rechtsbijstand wordt verleend aan diegenen die niet over toereikende financiële middelen beschikken, voorzover die bijstand noodzakelijk is om de daadwerkelijke toegang tot de rechter te waarborgen ».

B.4.4. Artikel 39 van de Procedurerichtlijn bepaalt :

« 1. De lidstaten zorgen ervoor dat voor asielzoekers een daadwerkelijk rechtsmiddel bij een rechterlijke instantie openstaat tegen :

- a) een beslissing die inzake hun asielverzoek is gegeven, met inbegrip van een beslissing :
 - i) om een asielverzoek als niet-ontvankelijk te beschouwen overeenkomstig artikel 25, lid 2;
 - ii) aan de grens of in de transitzones van een lidstaat zoals omschreven in artikel 35, lid 1;
 - iii) om een behandeling niet uit te voeren overeenkomstig artikel 36;
- b) een weigering om de behandeling van een verzoek na de onderbreking ervan overeenkomstig de artikelen 19 en 20 te hervatten;
- c) een beslissing om het hernieuwde verzoek niet opnieuw te behandelen overeenkomstig de artikelen 32 en 34;
- d) een beslissing waarbij de binnenkomst wordt geweigerd in het kader van de procedures krachtens artikel 35, lid 2;
- e) een beslissing tot intrekking van de vluchtelingenstatus krachtens artikel 38.

[...] ».

Overweging 27 van die richtlijn geeft, in verband met het recht op het daadwerkelijk beroep, aan :

« (27) Krachtens een fundamenteel beginsel van het Gemeenschapsrecht moet tegen beslissingen inzake een asielverzoek en inzake de intrekking van de vluchtelingenstatus een daadwerkelijk rechtsmiddel openstaan voor een rechterlijke instantie in de zin van artikel [267 VWEU]. Of het om een daadwerkelijk rechtsmiddel gaat, hangt, ook wat het onderzoek van de relevante feiten betreft, af van het - als één geheel beschouwde - bestuurlijke en justitiële systeem van elke lidstaat ».

B.5.1. Zoals geïnterpreteerd door het Europees Hof voor de Rechten van de Mens veronderstelt het bij artikel 13 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens gewaarborgde recht op daadwerkelijke rechtshulp dat de persoon die een verdedigbare grief aanvoert die is afgeleid uit de schending van artikel 3 van hetzelfde Verdrag, toegang heeft tot een rechtcollege dat bevoegd is om de inhoud van de grief te onderzoeken en om het gepaste herstel te bieden. Het Europees Hof voor de Rechten van de Mens heeft herhaaldelijk geoordeeld dat, « gelet op het belang dat [het] hecht aan artikel 3 van het Verdrag en aan de onomkeerbare aard van de schade die kan worden veroorzaakt wanneer het risico van foltering of slechte behandelingen zich voordoet [...], artikel 13 eist dat de betrokkene toegang heeft tot een van rechtswege opschortend beroep » (EHRM, 26 april 2007, *Gebremedhin (Gaberamadhien)* t. Frankrijk, § 66; zie EHRM, 21 januari 2011, *M.S.S. t. België en Griekenland*, § 293; 2 februari 2012, *I.M. t. Frankrijk*, §§ 134 en 156; 2 oktober 2012, *Singh en anderen t. België*, § 92).

B.5.2. Om daadwerkelijk te zijn in de zin van artikel 13 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens moet het beroep dat openstaat voor de persoon die een schending van artikel 3 aanklaagt, een « aandachtige », « volledige » en « strikte » controle mogelijk maken van de situatie van de verzoeker door het bevoegde orgaan (EHRM, 21 januari 2011, *M.S.S. t. België en Griekenland*, §§ 387 en 389; 20 december 2011, *Yoh-Ekale Mwanje t. België*, §§ 105 en 107).

B.6.1. Het instellen, voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, van het annulatieberoep dat bij artikel 39/2, § 1, derde lid, van de wet van 15 december 1980 openstaat tegen de beslissing tot niet-inoverwegingneming die de Commissaris-generaal heeft genomen aangaande een aanvraag tot het verkrijgen van asiel en van de subsidiaire bescherming ingediend door een persoon afkomstig uit een land opgenomen in de lijst van veilige landen die is vastgesteld door de Koning, schorst de beslissing van de Commissaris-generaal niet.

B.6.2. Het annulatieberoep impliceert overigens een onderzoek van de wettigheid van de beslissing van de Commissaris-generaal op grond van de elementen waarvan die overheid kennis had op het ogenblik dat zij uitspraak deed. De Raad voor Vreemdelingenbetwistingen is, wanneer hij dat onderzoek uitvoert, derhalve niet ertoe gehouden de eventuele nieuwe bewijselementen die de verzoeker hem voorlegt, in overweging te nemen. De Raad voor Vreemdelingenbetwistingen is evenmin ertoe gehouden om, teneinde de wettigheidstoetsing uit te voeren, de actuele situatie van de verzoeker te onderzoeken, met andere woorden op het ogenblik dat hij uitspraak doet, ten opzichte van de situatie die gold in zijn land van herkomst.

B.6.3. Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat het annulatieberoep dat overeenkomstig artikel 39/2, § 1, derde lid, van de wet van 15 december 1980 kan worden ingesteld tegen een beslissing tot niet-inoverwegingneming van de aanvraag tot het verkrijgen van asiel of van de subsidiaire bescherming, geen daadwerkelijke rechtshulp is in de zin van artikel 13 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

B.7. Om na te gaan of die bepaling is geschonden, dient evenwel rekening te worden gehouden met alle beroepen waarover de verzoekers beschikken, met inbegrip van de beroepen die het mogelijk maken zich te verzetten tegen de tenuitvoerlegging van een maatregel tot verwijdering naar een land waar, luidens de grief die zij aanvoeren, een risico bestaat dat artikel 3 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens te hunnen aanzien zou kunnen worden geschonden. Het Europees Hof voor de Rechten van de Mens heeft immers herhaaldelijk geoordeeld dat « het geheel van de door het interne recht geboden beroepen kan voldoen aan de vereisten van artikel 13, zelfs wanneer geen enkele daarvan op zich daaraan helemaal beantwoordt » (zie met name EHRM, 5 februari 2002, *Čonka* t. België, § 75; 26 april 2007, *Gebremedhin* (*Gaberamadhien*) t. Frankrijk, § 53; 2 oktober 2012, *Singh en anderen* t. België, § 99).

B.8.1. Wanneer de tenuitvoerlegging van de maatregel tot verwijdering van het grondgebied imminent is, kan de asielzoeker die het voorwerp heeft uitgemaakt van een beslissing tot niet-inoverwegingneming van zijn aanvraag, tegen de verwijderingsmaatregel een vordering tot schorsing bij uiterst dringende noodzakelijkheid instellen overeenkomstig artikel 39/82, § 4, tweede lid, van de wet van 15 december 1980. Krachtens artikel 39/83 van dezelfde wet kan de gedwongen uitvoering van de verwijderingsmaatregel pas op zijn vroegst plaatshebben vijf dagen na de kennisgeving van de maatregel, zonder dat die termijn minder dan drie werkdagen mag bedragen. Wanneer de vreemdeling reeds een gewone vordering tot schorsing had ingesteld en de uitvoering van de verwijderingsmaatregel imminent wordt, kan hij, bij wege van voorlopige maatregelen, verzoeken dat de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen zo snel mogelijk uitspraak doet. Na ontvangst van dat verzoek kan niet meer worden overgegaan tot de gedwongen tenuitvoerlegging van de verwijderingsmaatregel (artikelen 39/84 en 39/85 van dezelfde wet).

B.8.2. Bij meerdere arresten gewezen in algemene vergadering op 17 februari 2011 heeft de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen geoordeeld dat, opdat die vordering tot schorsing bij uiterst dringende noodzakelijkheid overeenkomstig de vereisten van artikel 13 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens zou zijn, de bepalingen van de wet van 15 december 1980 in die zin moesten worden geïnterpreteerd dat de vordering tot schorsing bij uiterst dringende noodzakelijkheid die binnen de termijn van vijf dagen na de kennisgeving van de verwijderingsmaatregel is ingesteld, de tenuitvoerlegging van de verwijderingsmaatregel van rechtswege opschort totdat de Raad zich uitspreekt. Bij dezelfde arresten heeft de Raad eveneens geoordeeld dat het beroep, ingesteld buiten de opschortende termijn van vijf dagen, maar binnen de termijn bepaald in artikel 39/57 van de wet van 15 december 1980 om een annulatieberoep in te stellen, namelijk 30 dagen, de tenuitvoerlegging van de verwijderingsmaatregel waarvan de uitvoering imminent is, eveneens van rechtswege opschort (RVV, 17 februari 2011, arresten nrs. 56.201 tot 56.205, 56.207 en 56.208).

B.8.3. Die uitbreiding van de schorsende werking van het instellen van de vordering tot schorsing bij uiterst dringende noodzakelijkheid vloeit evenwel niet voort uit een wetswijziging, maar wel uit rechtspraak van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, zodat de verzoekers, ondanks het gezag van die arresten, niet de waarborg kunnen hebben dat de administratie van de Dienst Vreemdelingenzaken haar praktijk in alle omstandigheden aan die rechtspraak heeft aangepast. In dat opzicht dient eraan te worden herinnerd dat het Europees Hof voor de Rechten van de Mens herhaaldelijk heeft verklaard dat « de vereisten van artikel 13, net als die van de andere bepalingen van het Verdrag, moeten worden beschouwd als een waarborg, en niet gewoon als een bereidwilligheid of een praktische regeling; dat is een van de gevolgen van de voorrang van het recht, een van de grondbeginselen van een democratische maatschappij, inherent aan alle artikelen van het Verdrag » (EHRM, 5 februari 2002, *Čonka* t. België, § 83; 26 april 2007, *Gebremedhin* (*Gaberamadhien*) t. Frankrijk, § 66). Het heeft eveneens gepreciseerd dat « de daadwerkelijkheid [van het beroep] vereisten inhoudt inzake de beschikbaarheid en toegankelijkheid van de beroepen, zowel in rechte als in de praktijk » (EHRM, 2 februari 2012, *I.M.* t. Frankrijk, § 150; 2 oktober 2012, *Singh en anderen* t. België, § 90).

B.8.4. De Raad voor Vreemdelingenbetwistingen beslist overigens enkel tot de schorsing van de verwijderingsmaatregel onder de drievoudige voorwaarde dat de verzoekende partij de uiterst dringende noodzakelijkheid van de situatie aantoonde, dat zij minstens een ernstig vernietigingsmiddel aanvoert en dat zij een risico van een moeilijk te herstellen ernstig nadeel bewijst.

Het ernstige middel moet de vernietiging van de betwiste handeling kunnen verantwoorden. De Raad voor Vreemdelingenbetwistingen gaat in die context met andere woorden in beginsel over tot een duidelijke controle van de wettigheid van de verwijderingsbeslissing, controle die hem niet ertoe verplicht om, op het ogenblik dat hij uitspraak doet, rekening te houden met de nieuwe elementen die de verzoeker zou kunnen voorleggen of met de actuele situatie van die laatstgenoemde wat betreft de eventuele ontwikkeling van de situatie in zijn land van herkomst.

B.8.5. De Ministerraad geeft aan dat de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, op het ogenblik dat hij bij uiterst dringende noodzakelijkheid uitspraak doet, rekening kan houden met nieuwe elementen om het risico van schending van artikel 3 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens bij verwijdering naar het land van herkomst van de aanvrager, te evalueren. Er zij opnieuw opgemerkt dat die praktijk zou voortvloeien uit een zekere rechtspraak van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen en dat de verzoekers dus geenszins de waarborg hebben dat de nieuwe bewijselementen of de ontwikkeling van de situatie in overweging zullen worden genomen door de Raad. Artikel 39/78 van de wet van 15 december 1980, dat bepaalt dat de annulatieberoepen worden ingediend volgens de modaliteiten bepaald in artikel 39/69, dat betrekking heeft op de beroepen met volle rechtsmacht inzake asiel, geeft immers uitdrukkelijk aan dat de bepalingen van artikel 39/69, § 1, tweede lid, 4^o, die betrekking hebben op het aanvoeren van nieuwe elementen, niet van toepassing zijn op de annulatieberoepen. Evenzo is artikel 39/76, § 1, tweede lid, van dezelfde wet, dat preciseert onder welke voorwaarden de nieuwe elementen worden onderzocht door de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen die in het contentieux met volle rechtsmacht zitting heeft, niet van toepassing op de Raad wanneer hij de annulatieberoepen onderzoekt.

B.8.6. Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat de vordering tot schorsing bij uiterst dringende noodzakelijkheid geen daadwerkelijke rechtshulp is in de zin van artikel 13 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens. Bijgevolg ontzegt artikel 39/2, § 1, derde lid, van de wet van 15 december 1980 de asielzoekers die uit een veilig land afkomstig zijn en wier aanvraag het voorwerp uitmaakt van een beslissing tot niet-inoverwegingneming, daadwerkelijke rechtshulp in de zin van die bepaling.

B.9.1. Artikel 2 van de wet van 15 maart 2012 voert dus een verschil in behandeling in, ten aanzien van het recht op een daadwerkelijk beroep tegen een beslissing tot verwerping van de asielaanvraag en tot weigering om de subsidiaire bescherming toe te kennen, tussen de daarin beoogde asielzoekers en de andere asielzoekers die, tegen de beslissing tot verwerping van hun aanvraag, een schorsend beroep kunnen instellen voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen die, om daarvan kennis te nemen, over een bevoegdheid met volle rechtsmacht beschikt.

B.9.2. Het Hof moet nagaan of dat verschil in behandeling redelijk verantwoord is, hetgeen inhoudt dat het berust op een objectief en relevant criterium en het evenredig is met het nagestreefde doel.

B.10.1. Het verschil in behandeling berust op het criterium van het land waarvan de asielzoeker de nationaliteit heeft of, wanneer hij staatsloos is, van het land waarin hij zijn gewoonlijke verblijfplaats had alvorens op het grondgebied aan te komen. Dat criterium is objectief.

B.10.2. Artikel 23, lid 4, van de Procedurerichtlijn bepaalt :

« De lidstaten kunnen voorts bepalen dat een behandelingsprocedure overeenkomstig de fundamentele beginselen en waarborgen in hoofdstuk II voorrang krijgt of wordt versneld indien :

[...]

c) het asielverzoek als ongegrond wordt beschouwd :

i) omdat de asielzoeker afkomstig is uit een veilig land van herkomst in de zin van de artikelen 29, 30 en 31 van deze richtlijn, of

ii) omdat een land dat geen lidstaat is als veilig derde land voor de asielzoeker wordt beschouwd, onverminderd artikel 28, lid 1, of

[...] ».

B.10.3. Uit die mogelijkheid vloeit voort dat « de nationaliteit van de verzoeker een factor is die in aanmerking kan worden genomen als rechtvaardigingsgrond voor de behandeling bij voorrang of de versnelde behandeling van een asielverzoek » (HvJ, 31 januari 2013, C-175/11, *H.I.D. en B.A.*, punt 73).

B.10.4. Hieruit vloeit evenwel niet voort dat, door te voorzien in een behandeling bij voorrang of een versnelde behandeling van de asielaanvragen ingediend door personen afkomstig uit bepaalde als veilig beschouwde landen, de lidstaten die asielzoekers de « fundamentele waarborgen » zouden kunnen ontzeggen die zijn ingevoerd door de Procedurerichtlijn of door de « basisbeginselen » van het Europees recht.

Het Hof van Justitie van de Europese Unie heeft immers geoordeeld :

« Niettemin moet worden gepreciseerd dat, om discriminatie te vermijden tussen de verzoeken van asielzoekers van een welbepaald derde land die bij voorrang worden behandeld en die van staatsburgers van andere derde landen die volgens de gewone procedure worden behandeld, deze procedure bij voorrang de asielzoekers van de eerste categorie niet de waarborgen mag ontzeggen van artikel 23 van richtlijn 2005/85, die voor alle soorten procedures gelden » (*ibid.*, punt 74).

B.10.5. Het recht op een daadwerkelijk beroep, gewaarborgd bij artikel 47 van het Handvest en bij artikel 39 van de Procedurerichtlijn, aangehaald in B.4.3 en B.4.4, behoort tot de « basisbeginselen » en de « fundamentele waarborgen » die zijn ingevoerd bij de richtlijn.

In dat opzicht heeft het Hof van Justitie geoordeeld :

« Bijgevolg zijn de beslissingen waartegen de asielzoeker overeenkomstig artikel 39, lid 1, van richtlijn 2005/85 beroep moet kunnen instellen, de beslissingen die een afwijzing van het asielverzoek inhouden om redenen ten gronde of, in voorkomende gevallen, om formele of procedurele redenen die een beslissing ten gronde uitsluiten » (HvJ, 28 juli 2011, C-69/10, *Samba Diouf*, punt 42).

B.10.6. De beslissing tot niet-inoverwegingneming van de asielaanvraag die is ingediend door een uit een veilig land afkomstige asielzoeker houdt effectief de verwerping van de asielaanvraag in en valt bijgevolg onder de categorie van beslissingen waartegen een daadwerkelijk beroep moet openstaan.

B.10.7. Het recht op een daadwerkelijk beroep erkend bij artikel 47 van het Handvest moet, met toepassing van artikel 52, lid 3, ervan, worden gedefinieerd met verwijzing naar de betekenis en de draagwijdte die het Europees Verdrag voor de rechten van de mens eraan geeft. Het veronderstelt bijgevolg eveneens dat het beroep schorsend is en een strikt en volledig onderzoek van de grieven van de verzoekers door een autoriteit met een bevoegdheid met volle rechtsmacht mogelijk maakt.

Het recht op een daadwerkelijk beroep zoals gewaarborgd in het asielcontentieux bij artikel 39 van de voormelde richtlijn is overigens niet van toepassing op de maatregel tot verwijdering van het grondgebied, maar wel op de beslissing tot verwerping van de asielaanvraag. Hieruit vloeit voort dat het een onderzoek veronderstelt, niet alleen van de grief afgeleid uit het risico van schending van artikel 3 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens in geval van uitzetting van de verzoeker naar een land waar dat risico bestaat, maar eveneens van de grieven afgeleid uit de schending van de bepalingen met betrekking tot de toekenning van de status van vluchteling of van de subsidiaire bescherming.

B.11. Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat het verschil in behandeling, ten aanzien van de mogelijkheid om een daadwerkelijk beroep in te stellen tegen de beslissing die een einde maakt aan de asielprocedure, onder asielzoekers naargelang zij al dan niet afkomstig zijn uit een veilig land, berust op een criterium dat niet wordt toegestaan door de Procedurerichtlijn en dat derhalve niet relevant is.

B.12. Ten slotte dient te worden opgemerkt dat de maatregel die het enkel mogelijk maakt een annulatieberoep in te stellen tegen de beslissing die een einde maakt aan de asielprocedure voor de categorie van uit een veilig land afkomstige asielzoekers, in elk geval niet evenredig is met het doel van snelheid, omschreven in B.2.1, waarnaar de wetgever streeft. Immers, dat doel zou kunnen worden bereikt door, in die hypothese, de termijnen voor het instellen van het beroep met volle rechtsmacht in te korten, waarin de wet overigens reeds voorziet voor andere gevallen.

B.13. Het enige middel is gegrond. Artikel 2 van de wet van 15 maart 2012 dient te worden vernietigd.

Gelet op de samenhang, dient in artikel 39/81, eerste lid, van de wet van 15 december 1980, gewijzigd bij artikel 3 van de wet van 15 maart 2012, eveneens de woorden « en 57/6/1 » te worden vernietigd.

Om die redenen,

het Hof

vernietigt :

- artikel 2 van de wet van 15 maart 2012 « tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging [en de verwijdering van vreemdelingen] en de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten »;

- in artikel 39/81, eerste lid, van de voormelde wet van 15 december 1980, gewijzigd bij artikel 3 van de voormelde wet van 15 maart 2012, de woorden « en 57/6/1 ».

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op de openbare terechtzitting van 16 januari 2014.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,

J. Spreutels

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2014/200580]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 1/2014 vom 16. Januar 2014

Geschäftsverzeichnisnummer 5488

In Sachen: Klage auf völlige oder teilweise Nichtigerklärung (Artikel 2 und 4) des Gesetzes vom 15. März 2012 «zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern und des Gesetzes vom 17. Mai 2006 über die externe Rechtsstellung der zu einer Freiheitsstrafe verurteilten Personen und die dem Opfer im Rahmen der Strafvollstreckungsmodalitäten zuerkannten Rechte», erhoben von der VoG «Association pour le droit des Etrangers» und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten J. Spreutels und A. Alen, den Richtern E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daouï und T. Giet, und dem emeritierten Präsidenten M. Bossuyt gemäß Artikel 60bis des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Präsidenten J. Spreutels,

verkündet nach Beratung folgenden Entscheid:

I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 28. September 2012 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 1. Oktober 2012 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf völlige oder teilweise Nichtigerklärung (Artikel 2 und 3) des Gesetzes vom 15. März 2012 « zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern und des Gesetzes vom 17. Mai 2006 über die externe Rechtsstellung der zu einer Freiheitsstrafe verurteilten Personen und die dem Opfer im Rahmen der Strafvollstreckungsmodalitäten zuerkannten Rechte» (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 30. März 2012, zweite Ausgabe): die VoG «Association pour le droit des Etrangers», mit Sitz in 1000 Brüssel, rue du Boulet 22, die VoG «Coordination et initiatives pour et avec les Réfugiés et Etrangers», mit Sitz in 1050 Brüssel, rue du Vivier 80-82, die VoG «Liga voor Mensenrechten», mit Sitz in 9000 Gent, De Smetstraat 75, die VoG «Ligue des Droits de l'Homme», mit Sitz in 1000 Brüssel, rue du Boulet 22, die VoG «Vluchtelingenwerk Vlaanderen», mit Sitz in 1030 Brüssel, rue Gaucheret 164, und Nazifa Mustafa und Daniel Vasic, wohnhaft im Aufnahmезentrum des Roten Kreuzes in 4920 Remouchamps, Sedoz 6.

(...)

II. Rechtliche Würdigung

(...)

In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen

B.1.1. Die klagenden Parteien beantragen die völlige oder teilweise Nichtigerklärung des Gesetzes vom 15. März 2012 «zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern und des Gesetzes vom 17. Mai 2006 über die externe Rechtsstellung der zu einer Freiheitsstrafe verurteilten Personen und die dem Opfer im Rahmen der Strafvollstreckungsmodalitäten zuerkannten Rechte» (nachstehend: das Gesetz vom 15. März 2012).

Aus der Klageschrift geht hervor, dass sich der Klagegegenstand auf die Artikel 2 und 3 des angefochtenen Gesetzes beschränkt.

B.1.2. Artikel 2 des Gesetzes vom 15. März 2012 bestimmt:

«In Artikel 39/2 § 1 Absatz 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern, eingefügt durch das Gesetz vom 15. September 2006, werden die Wörter ' gegen einen in Artikel 57/6 Absatz 1 Nr. 2 erwähnten Beschluss ' durch die Wörter ' gegen die in Artikel 57/6 Absatz 1 Nr. 2 und 57/6/1 erwähnten Beschlüsse ' ersetzt».

B.1.3. Artikel 3 des Gesetzes vom 15. März 2012 bestimmt:

«In Artikel 39/81 Absatz 1 desselben Gesetzes, eingefügt durch das Gesetz vom 15. September 2006 und abgeändert durch die Gesetze vom 4. Mai 2007, 23. Dezember 2009 und 29. Dezember 2010, werden die Wörter ' - 39/76 § 3 Absatz 1 ' durch die Wörter ' - 39/76 § 3 Absatz 1 mit Ausnahme der Beschwerden in Bezug auf die in den Artikeln 57/6 Absatz 1 Nr. 2 und 57/6/1 erwähnten Beschlüsse, die gemäß Artikel 39/76 § 3 Absatz 2 behandelt werden ' ersetzt ».

B.1.4. Der in Artikel 57/6/1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 erwähnte Beschluss ist derjenige, mit dem der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose beschließt, den Antrag auf Zuerkennung der Rechtsstellung als Flüchtling oder auf Zuerkennung des subsidiären Schutzstatus, der von einem Staatsangehörigen eines sicheren Herkunftslandes oder von einem Staatenlosen, der vorher seinen gewöhnlichen Wohnort in einem sicheren Herkunftsland hatte, eingereicht wird, nicht zu berücksichtigen. Der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose ist aufgrund von Artikel 57/6/1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 befugt, diesen Nichtberücksichtigungsbeschluss zu fassen, wenn aus den Erklärungen des Asylsuchenden nicht deutlich hervorgeht, dass - was ihn betrifft - eine begründete Furcht vor Verfolgung im Sinne des Genfer Abkommens über die Rechtsstellung der

Flüchtlinge besteht oder stichhaltige Gründe zur Annahme vorliegen, dass er tatsächlich Gefahr läuft, einen ernsthaften Schaden im Sinne von Artikel 48/4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, der sich auf den subsidiären Schutzstatus bezieht, zu erleiden. Die Liste der sicheren Herkunftsländer wird gemäß den Absätzen 2 bis 4 von Artikel 57/6/1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 mindestens einmal im Jahr vom König festgelegt.

B.1.5. Artikel 39/2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, abgeändert durch die erste angefochtene Bestimmung, legt die Zuständigkeiten des Rates für Ausländerstreitsachen fest.

Diese Zuständigkeiten sind von zweierlei Art:

- Aufgrund von Paragraph 1 von Artikel 39/2 handelt der Rat für Ausländerstreitsachen, wenn er in Angelegenheiten des Asyls und des subsidiären Schutzes über die Beschwerden urteilt, die gegen die Beschlüsse des Generalkommissars für Flüchtlinge und Staatenlose (nachstehend: der Generalkommissar) eingereicht werden.

- Aufgrund von Paragraph 2 dieses Artikels tritt der Rat für Ausländerstreitsachen als Annullierungsrichter auf, wenn er über die übrigen Beschwerden wegen Verletzung wesentlicher oder zur Vermeidung der Nichtigkeit vorgeschriebener Formen, Befugnisüberschreitung oder Befugnismissbrauch urteilt.

Folglich unterscheiden sich die Zuständigkeiten, die dem Rat für Ausländerstreitsachen erteilt worden sind, je nachdem, ob der Rat seine Zuständigkeiten aufgrund von Paragraph 1 oder aufgrund von Paragraph 2 von Artikel 39/2 ausübt. Im ersteren Fall geht es um eine Zuständigkeit mit voller Rechtsprechungsbefugnis. Im letzteren Fall handelt es sich um eine Rechtmäßigkeitskontrolle des Beschlusses.

B.1.6. Aufgrund der Abänderung dieser Bestimmung durch Artikel 2 des angefochtenen Gesetzes vom 15. März 2012 kann ein Beschluss zur Nichtberücksichtigung eines Antrags auf Asyl oder auf Zuerkennung des subsidiären Schutzstatus, der durch den Generalkommissar in Bezug auf einen Antragsteller gefasst wurde, der aus einem Land stammt, das in die vom König festgelegte Liste der sicheren Länder aufgenommen wurde, nicht Gegenstand einer Beschwerde im Verfahren mit unbeschränkter Rechtsprechung vor dem Rat für Ausländerstreitsachen sein. Dieser Beschluss kann hingegen Gegenstand einer Nichtigkeitsklage vor demselben Rechtsprechungsorgan sein.

B.1.7. Aufgrund der durch Artikel 3 des angefochtenen Gesetzes vom 15. März 2012 eingeführten Abänderung von Artikel 39/81 Absatz 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 trifft der Kammerpräsident oder der Richter des Rates für Ausländerstreitsachen, bei dem ein aus einem sicheren Land stammender Asylsuchender eine Nichtigkeitsklage gegen einen Beschluss zur Nichtberücksichtigung des Antrags auf Asyl oder auf Zuerkennung des subsidiären Schutzstatus einreicht, eine Entscheidung innerhalb von zwei Monaten nach Eingang der Beschwerde.

B.2.1. Das angefochtene Gesetz ergänzt das Gesetz vom 19. Januar 2012 zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern, mit dem unter anderem in dieses letztgenannte Gesetz der vorerwähnte Artikel 57/6/1 eingefügt wurde. Mit diesen beiden Gesetzen wird bezweckt, «die Prüfung der Asylanträge von Ausländern aus sicheren Herkunftsländern zu beschleunigen» (*Parl. Dok.*, Senat, 2011-2012, 5-1364/3, S. 2).

Im Senatsausschuss hat der Staatssekretär für Asyl und Migration, Sozialeingliederung und Armutsbekämpfung dargelegt, dass die zügigere Bearbeitung der Asylanträge «nur verwirklicht werden kann, wenn dem beschleunigten Verfahren vor dem [Generalkommissar] auch in der Berufungsinstanz ein beschleunigtes Verfahren vor dem Rat für Ausländerstreitsachen folgt». Hierzu «können die Bürger aus sicheren Herkunftsländern die ablehnende Antwort auf ihren Asylantrag nur bei dem Rat für Ausländerstreitsachen mittels einer Nichtigkeitsklage anfechten und nicht, wie es bei den anderen Asylanträgen der Fall ist, mittels einer Beschwerde im Verfahren mit unbeschränkter Rechtsprechung» und «muss der Rat über die Nichtigkeitsklage innerhalb einer Frist von zwei Monaten statt der üblichen Frist von drei Monaten befinden» (ebenda, S. 3).

B.2.2. Artikel 57/6/1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 sowie die angefochtenen Bestimmungen wurden mittels eines Abänderungsantrags eingefügt, der bezweckte, die Richtlinie 2005/85/EG des Rates vom 1. Dezember 2005 über Mindestnormen für Verfahren in den Mitgliedstaaten zur Zuerkennung und Aberkennung der Flüchtlingseigenschaft in belgisches Recht umzusetzen (*Parl. Dok.*, Kammer, 2011-2012, DOC 53-1825/003, S. 4).

Artikel 30 Absatz 1 der vorerwähnten Richtlinie 2005/85/EG bestimmt:

«Unbeschadet des Artikels 29 können die Mitgliedstaaten zum Zwecke der Prüfung von Asylanträgen Rechts- oder Verwaltungsvorschriften beibehalten oder erlassen, aufgrund deren sie im Einklang mit Anhang II andere als die in der gemeinsamen Minimalliste aufgeführten Drittstaaten als sichere Herkunftsstaaten bestimmen können. Hierzu kann gehören, dass ein Teil eines Staates als sicher bestimmt wird, sofern die Bedingungen nach Anhang II in Bezug auf diesen Teil erfüllt sind».

Artikel 31 derselben Richtlinie bestimmt:

«(1) Ein Drittstaat, der entweder nach Artikel 29 oder nach Artikel 30 als sicherer Herkunftsstaat bestimmt wurde, kann nach individueller Prüfung des Antrags nur dann als für einen bestimmten Asylbewerber sicherer Herkunftsstaat betrachtet werden, wenn

a) der Asylbewerber die Staatsangehörigkeit des betreffenden Staates besitzt oder

b) der Asylbewerber staatenlos ist und zuvor seinen gewöhnlichen Aufenthalt in dem betreffenden Staat hatte

und der Asylbewerber keine schwerwiegenden Gründe dafür vorgebracht hat, dass der Staat in seinem speziellen Fall im Hinblick auf die Anerkennung als Flüchtling im Sinne der Richtlinie 2004/83/EG nicht als sicherer Herkunftsstaat zu betrachten ist.

(2) Die Mitgliedstaaten betrachten einen Asylantrag im Einklang mit Absatz 1 als unbegründet, wenn der Drittstaat gemäß Artikel 29 als sicherer Staat bestimmt worden ist.

(3) Die Mitgliedstaaten legen in den nationalen Rechtsvorschriften weitere Regeln und Modalitäten für die Anwendung des Konzepts des sicheren Herkunftsstaats fest».

B.3.1. In seinem Entscheid Nr. 107/2013 hat der Gerichtshof die Klage auf Nichtigklärung des Gesetzes vom 19. Januar 2012 «zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern», mit dem der vorerwähnte Artikel 57/6/1 in dieses Gesetz eingefügt wurde, zurückgewiesen.

B.3.2. Artikel 2 des Gesetzes vom 8. Mai 2013 ersetzt Artikel 39/2 § 1 Absatz 3 des vorerwähnten Gesetzes vom 15. Dezember 1980. Artikel 21 desselben Gesetzes vom 8. Mai 2013 ändert Artikel 39/81 Absatz 1 des vorerwähnten Gesetzes vom 15. Dezember 1980 ab. Diese Bestimmungen des Gesetzes vom 8. Mai 2013 sind zehn Tage nach ihrer Veröffentlichung am 22. August 2013 im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft getreten.

Da die angefochtenen Bestimmungen vor ihrer Ersetzung durch die vorerwähnten Bestimmungen des Gesetzes vom 8. Mai 2013 Auswirkungen haben konnten, ist die Nichtigkeitsklage durch das Inkrafttreten dieses Gesetzes nicht gegenstandslos geworden.

In Bezug auf den einzigen Klagegrund

B.4.1. Der einzige Klagegrund ist insbesondere aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 3 und 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention, mit Artikel 47 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union (nachstehend: die Charta) und mit Artikel 39 der Richtlinie 2005/85/EG des Rates vom 1. Dezember 2005 über Mindestnormen für Verfahren in den Mitgliedstaaten zur Zuerkennung und Aberkennung der Flüchtlingseigenschaft (nachstehend: die Verfahrensrichtlinie) abgeleitet.

Die klagenden Parteien bemängeln, die angefochtenen Bestimmungen entzögen den aus einem als sicher geltenden Land stammenden Asylsuchenden auf diskriminierende Weise das Recht auf eine wirksame Beschwerde gegen die Entscheidung des Generalkommissars, ihren Asylantrag abzulehnen und ihnen die Zuerkennung des subsidiären Schutzstatus zu verweigern.

B.4.2. Artikel 3 der Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

«Niemand darf der Folter oder unmenschlicher oder erniedrigender Strafe oder Behandlung unterworfen werden».

Artikel 13 derselben Konvention bestimmt:

«Sind die in der vorliegenden Konvention festgelegten Rechte und Freiheiten verletzt worden, so hat der Verletzte das Recht, eine wirksame Beschwerde bei einer nationalen Instanz einzulegen, selbst wenn die Verletzung von Personen begangen worden ist, die in amtlicher Eigenschaft gehandelt haben».

B.4.3. Artikel 47 der Charta bestimmt:

«Jede Person, deren durch das Recht der Union garantierte Rechte oder Freiheiten verletzt worden sind, hat das Recht, nach Maßgabe der in diesem Artikel vorgesehenen Bedingungen bei einem Gericht einen wirksamen Rechtsbehelf einzulegen.

Jede Person hat ein Recht darauf, dass ihre Sache von einem unabhängigen, unparteiischen und zuvor durch Gesetz errichteten Gericht in einem fairen Verfahren, öffentlich und innerhalb angemessener Frist verhandelt wird. Jede Person kann sich beraten, verteidigen und vertreten lassen.

Personen, die nicht über ausreichende Mittel verfügen, wird Prozesskostenhilfe bewilligt, soweit diese Hilfe erforderlich ist, um den Zugang zu den Gerichten wirksam zu gewährleisten».

B.4.4. Artikel 39 der Verfahrensrichtlinie bestimmt:

«(1) Die Mitgliedstaaten stellen sicher, dass Asylbewerber das Recht auf einen wirksamen Rechtsbehelf vor einem Gericht oder Tribunal haben gegen

a) eine Entscheidung über ihren Asylantrag, einschließlich einer Entscheidung:

- i) den Antrag nach Artikel 25 Absatz 2 als unzulässig zu betrachten;
- ii) an der Grenze oder in den Transitzone eines Mitgliedstaats nach Artikel 35 Absatz 1;
- iii) keine Prüfung nach Artikel 36 vorzunehmen;

b) eine Ablehnung der Wiederaufnahme der Prüfung eines Antrags nach ihrer Einstellung gemäß den Artikeln 19 und 20;

c) eine Entscheidung, den Folgeantrag gemäß den Artikeln 32 und 34 nicht weiter zu prüfen;

d) eine Entscheidung über die Verweigerung der Einreise im Rahmen der Verfahren nach Artikel 35 Absatz 2;

e) eine Entscheidung zur Aberkennung der Flüchtlingseigenschaft nach Artikel 38.

[...].».

In Erwägung 27 dieser Richtlinie heißt es im Zusammenhang mit dem Recht auf einen wirksamen Rechtsbehelf:

«(27) Einem Grundprinzip des Gemeinschaftsrechts zufolge müssen die Entscheidungen über einen Asylantrag und über die Aberkennung der Flüchtlingseigenschaft vor einem Gericht oder Tribunal im Sinne des Artikels [267 AEUV] anfechtbar sein. Die Wirksamkeit des Rechtsbehelfs, auch hinsichtlich der Prüfung der relevanten Tatsachen, hängt von dem - als ein Ganzes betrachteten - Verwaltungs- und Justizsystem jedes einzelnen Mitgliedstaats ab».

B.5.1. In der Auslegung des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte setzt das durch Artikel 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention gewährleistete Recht auf eine wirksame Beschwerde voraus, dass eine Person, die einen vertretbaren Beschwerdegrund anführt, der aus einem Verstoß gegen Artikel 3 derselben Konvention abgeleitet ist, Zugang zu einem Gericht hat, das befugt ist, den Inhalt der Beschwerde zu prüfen und die entsprechende Wiedergutmachung zu bieten. Der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte hat wiederholt entschieden, dass «angesichts der Bedeutung, die [er] Artikel 3 der Konvention und der unumkehrbaren Beschaffenheit des Schadens beimisst, der im Fall des Eintretens des Risikos der Folterung oder der schlechten Behandlungen entstehen kann [...], Artikel 13 es erfordert, dass die betreffende Person Zugang zu einer von Rechts wegen aussetzenden Beschwerde hat» (EuGHMR, 26. April 2007, *Gebremedhin (Gaberamadhien)* gegen Frankreich, § 66; siehe EuGHMR, 21. Januar 2011, *M.S.S.* gegen Belgien und Griechenland, § 293; 2. Februar 2012, *I.M.* gegen Frankreich, §§ 134 und 156; 2. Oktober 2012, *Singh und andere* gegen Belgien, § 92).

B.5.2. Um wirksam zu sein im Sinne von Artikel 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention, muss die Beschwerde, die einer Person geboten wird, die sich wegen eines Verstoßes gegen Artikel 3 beklagt, eine «aufmerksame», «vollständige» und «strikte» Kontrolle der Situation des Beschwerdeführers durch das zuständige Organ ermöglichen (EuGHMR, 21. Januar 2011, *M.S.S.* gegen Belgien und Griechenland, §§ 387 und 389; 20. Dezember 2011, *Yoh-Ekale Mwanje* gegen Belgien, §§ 105 und 107).

B.6.1. Dadurch, dass vor dem Rat für Ausländerstreitsachen die durch Artikel 39/2 § 1 Absatz 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 eingeführte Nichtigkeitsklage eingereicht wird gegen den Beschluss des Generalkommissars zur Nichtberücksichtigung eines Antrags auf Asyl oder auf Zuerkennung des subsidiären Schutzstatus, der durch eine Person eingereicht wird, die aus einem Land stammt, das in die vom König festgelegte Liste der sicheren Länder aufgenommen wurde, wird der Beschluss des Generalkommissars nicht ausgesetzt.

B.6.2. Die Nichtigkeitsklage bewirkt im Übrigen eine Rechtmäßigkeitskontrolle des Beschlusses des Generalkommissars auf der Grundlage der Sachverhalte, die dieser Behörde zum Zeitpunkt ihrer Entscheidung vorlagen. Der Rat für Ausländerstreitsachen muss bei dieser Prüfung daher nicht die etwaigen neuen Beweiselemente berücksichtigen, die der Antragsteller ihm vorlegt. Der Rat für Ausländerstreitsachen ist ebenfalls nicht verpflichtet, bei der Rechtmäßigkeitskontrolle die aktuelle Situation des Antragstellers, mit anderen Worten zu dem Zeitpunkt, zu dem er seine Entscheidung fällt, im Vergleich zu der in seinem Herkunftsland geltenden Situation zu prüfen.

B.6.3. Aus dem Vorstehenden geht hervor, dass eine Nichtigkeitsklage, die gemäß Artikel 39/2 § 1 Absatz 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 gegen einen Beschluss zur Nichtberücksichtigung eines Antrags auf Asyl oder auf Zuerkennung des subsidiären Schutzstatus eingereicht werden kann, keine wirksame Beschwerde im Sinne von Artikel 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention ist.

B.7. Bei der Prüfung dessen, ob ein Verstoß gegen diese Bestimmung vorliegt, sind jedoch alle den Antragstellern zugänglichen Beschwerdemöglichkeiten zu berücksichtigen, einschließlich der Beschwerden, die einen Einspruch gegen die Vollstreckung einer Maßnahme zur Entfernung in ein Land, in dem gemäß dem durch sie angeführten Beschwerdegrund die Gefahr besteht, dass in Bezug auf sie gegen Artikel 3 der Europäischen Menschenrechtskonvention verstoßen wird, ermöglichen. Der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte hat nämlich mehrmals entschieden, dass «die durch das innerstaatliche Recht gebotenen Beschwerden insgesamt die Erfordernisse von Artikel 13 erfüllen können, selbst wenn keine einzige davon allein sie vollständig erfüllt» (siehe insbesondere EuGHMR, 5. Februar 2002, *Čonka* gegen Belgien, § 75; 26. April 2007, *Gebremedhin (Gaberamadhin)* gegen Frankreich, § 53; 2. Oktober 2012, *Singh und andere* gegen Belgien, § 99).

B.8.1. Wenn die Vollstreckung der Maßnahme zur Entfernung vom Staatsgebiet unmittelbar bevorsteht, kann ein Asylsuchender, der Gegenstand eines Beschlusses zur Nichtberücksichtigung seines Antrags ist, gegen die Entfernungsmaßnahme einen Aussetzungsantrag in äußerster Dringlichkeit gemäß Artikel 39/82 § 4 Absatz 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 einreichen. Aufgrund von Artikel 39/83 desselben Gesetzes kann die Zwangsvollstreckung der Entfernungsmaßnahme frühestens fünf Tage nach Notifizierung der Maßnahme stattfinden, ohne dass diese Frist weniger als drei Werktage betragen darf. Wenn der Ausländer bereits einen gewöhnlichen Aussetzungsantrag eingereicht hatte und die Vollstreckung der Entfernungsmaßnahme unmittelbar bevorsteht, kann er eine Entscheidung des Rates für Ausländerstreitsachen in bestmöglicher Frist im Wege vorläufiger Maßnahmen beantragen. Nach Empfang dieses Antrags kann die Zwangsvollstreckung der Entfernungsmaßnahme nicht mehr vorgenommen werden (Artikel 39/84 und 39/85 desselben Gesetzes).

B.8.2. Durch mehrere, am 17. Februar 2011 in Generalversammlung ausgesprochene Entscheide hat der Rat für Ausländerstreitsachen erkannt, dass die Bestimmungen des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 in dem Sinne auszulegen seien, dass durch den innerhalb der Frist von fünf Tagen nach Notifizierung der Entfernungsmaßnahme eingereichten Aussetzungsantrag in äußerster Dringlichkeit die Vollstreckung der Entfernungsmaßnahme von Rechts wegen bis zur Entscheidung des Rates ausgesetzt wird, damit dieser Aussetzungsantrag in äußerster Dringlichkeit den Erfordernissen von Artikel 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention entspricht. Mit denselben Entscheiden hat der Rat ebenfalls erkannt, dass durch eine Beschwerde, die außerhalb der aussetzenden Frist von fünf Tagen, jedoch innerhalb der in Artikel 39/57 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 vorgesehenen Frist zum Einreichen einer Nichtigkeitsklage eingereicht wird, nämlich 30 Tage, die Vollstreckung der Entfernungsmaßnahme, deren Vollstreckung unmittelbar bevorsteht, ebenfalls von Rechts wegen ausgesetzt wird (RAS, 17. Februar 2011, Entscheide Nrn. 56.201 bis 56.205, 56.207 und 56.208).

B.8.3. Diese Erweiterung der aussetzenden Wirkung des Einreichens eines Aussetzungsantrags in äußerster Dringlichkeit ist jedoch nicht das Ergebnis einer Gesetzesänderung, sondern einer Rechtsprechung des Rates für Ausländerstreitsachen, so dass die Antragsteller trotz der Rechtskraft dieser Entscheide nicht die Gewähr haben können, dass die Verwaltung des Ausländeramtes ihre Praxis unter allen Umständen dieser Rechtsprechung angepasst hat. In dieser Hinsicht ist daran zu erinnern, dass der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte wiederholt erklärt hat, dass «die Erfordernisse von Artikel 13, ebenso wie diejenigen der anderen Bestimmungen der Konvention, als Erfordernisse der Garantie anzusehen sind, und nicht bloß des guten Willens oder der praktischen Regelung; dies ist eine der Folgen des Vorrangs des Rechtes, eines der Grundprinzipien einer demokratischen Gesellschaft, das untrennbar mit allen Artikeln der Konvention einhergeht» (EuGHMR, 5. Februar 2002, *Čonka* gegen Belgien, § 83; 26. April 2007, *Gebremedhin (Gaberamadhin)* gegen Frankreich, § 66). Er hat ebenfalls präzisiert, dass «die Wirksamkeit [der Beschwerde] Erfordernisse bezüglich der Verfügbarkeit und der Zugänglichkeit der Beschwerden beinhaltet, sowohl in rechtlicher Hinsicht als auch in der Praxis» (EuGHMR, 2. Februar 2012, *I.M.* gegen Frankreich, § 150; 2. Oktober 2012, *Singh und andere* gegen Belgien, § 90).

B.8.4. Der Rat für Ausländerstreitsachen beschließt im Übrigen eine Aussetzung der Entfernungsmaßnahme nur unter der dreifachen Bedingung, dass die antragstellende Partei die äußerste Dringlichkeit der Situation nachweist, dass sie mindestens einen ernsthaften Nichtigkeitsklagegrund anführt und dass sie die Gefahr eines schwer wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteils nachweist.

Der ernsthafte Klagegrund muss die Nichtigkeitsklärung der angefochtenen Handlung rechtfertigen können. Der Rat für Ausländerstreitsachen nimmt mit anderen Worten in diesem Kontext grundsätzlich eine deutliche Rechtmäßigkeitskontrolle des Entfernungsbeschlusses vor, wobei diese Kontrolle ihn nicht dazu verpflichtet, zu dem Zeitpunkt seiner Entscheidung die neuen Sachverhalte, die der Antragsteller gegebenenfalls vorlegen kann, oder dessen aktuelle Situation in Bezug auf die etwaige Entwicklung der Lage in seinem Herkunftsland zu berücksichtigen.

B.8.5. Der Ministerrat führt an, der Rat für Ausländerstreitsachen könne zu dem Zeitpunkt, zu dem er in äußerster Dringlichkeit urteilt, neue Sachverhalte berücksichtigen, um die Gefahr eines Verstoßes gegen Artikel 3 der Europäischen Menschenrechtskonvention im Falle der Entfernung in das Herkunftsland des Antragstellers zu beurteilen. Auch hier ist anzumerken, dass diese Praxis sich aus einer Rechtsprechung des Rates für Ausländerstreitsachen ergeben würde und dass die Antragsteller also keineswegs die Gewähr haben, dass der Rat die neuen Beweiselemente oder die Entwicklung der Situation berücksichtigen wird. In Artikel 39/78 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, wonach die Nichtigkeitsklagen gemäß den Modalitäten von Artikel 39/69, der sich auf die Beschwerden im Verfahren mit unbeschränkter Rechtsprechung im Bereich des Asyls bezieht, eingereicht werden, ist nämlich ausdrücklich vorgesehen, dass die Bestimmungen von Artikel 39/69 § 1 Absatz 2 Nr. 4, die sich auf das Anführen neuer Sachverhalte beziehen, nicht auf die Nichtigkeitsklagen Anwendung finden. Ebenso findet Artikel 39/76 § 1 Absatz 2 desselben Gesetzes, der präzisiert, unter welchen Bedingungen die neuen Sachverhalte durch den in Streitsachen mit unbeschränkter Rechtsprechung tagenden Rat für Ausländerstreitsachen geprüft werden, nicht auf den Rat Anwendung finden, wenn er Nichtigkeitsklagen prüft.

B.8.6. Aus dem Vorstehenden geht hervor, dass ein Aussetzungsantrag in äußerster Dringlichkeit keine wirksame Beschwerde im Sinne von Artikel 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention ist. Artikel 39/2 § 1 Absatz 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 entzieht also den Asylsuchenden, die aus einem sicheren Land stammen und deren Antrag Gegenstand eines Nichtberücksichtigungsbeschlusses ist, eine wirksame Beschwerde im Sinne dieser Bestimmung.

B.9.1. Artikel 2 des Gesetzes vom 15. März 2012 führt somit einen Behandlungsunterschied in Bezug auf das Recht auf eine wirksame Beschwerde gegen einen Beschluss zur Ablehnung eines Asylantrags oder zur Verweigerung der Zuerkennung des subsidiären Schutzstatus zwischen den darin angeführten Asylsuchenden und den anderen Asylsuchenden ein, die gegen den Beschluss zur Ablehnung ihres Antrags eine aussetzende Beschwerde vor dem Rat für Ausländerstreitsachen einreichen können, der über volle Rechtsprechungsbefugnis verfügt, um darüber zu befinden.

B.9.2. Der Gerichtshof muss prüfen, ob dieser Behandlungsunterschied vernünftig gerechtfertigt ist, was voraussetzt, dass er auf einem objektiven und sachdienlichen Kriterium beruht und im Verhältnis zum angestrebten Ziel steht.

B.10.1. Der Behandlungsunterschied beruht auf dem Kriterium des Landes, dessen Staatsangehörigkeit der Asylsuchende besitzt, oder, wenn er staatenlos ist, des Landes, in dem er vor seiner Ankunft im Staatsgebiet seinen gewöhnlichen Wohnort hatte. Dieses Kriterium ist objektiv.

B.10.2. Artikel 23 Absatz 4 der Verfahrensrichtlinie bestimmt:

«Ferner können die Mitgliedstaaten festlegen, dass ein Prüfungsverfahren gemäß den Grundprinzipien und Garantien nach Kapitel II vorrangig oder beschleunigt durchgeführt wird, wenn

[...]

c) der Asylantrag als unbegründet betrachtet wird:

i) weil der Antragsteller aus einem sicheren Herkunftsstaat im Sinne der Artikel 29, 30 und 31 kommt, oder

ii) weil der Staat, der kein Mitgliedstaat ist, unbeschadet des Artikels 28 Absatz 1 als sicherer Drittstaat für den Antragsteller betrachtet wird, oder

[...].»

B.10.3. Aus dieser Möglichkeit ergibt sich, dass «dass die Staatsangehörigkeit des Asylbewerbers ein Faktor ist, der eine vorrangige oder beschleunigte Bearbeitung eines Asylantrags rechtfertigen kann» (EuGH, 31. Januar 2013, C-175/11, *H.I.D. und B.A.*, Randnr. 73).

B.10.4. Daraus ergibt sich jedoch nicht, dass die Mitgliedstaaten, indem sie eine vorrangige oder beschleunigte Behandlung der Asylanträge von Personen, die aus einem als sicher geltenden Land stammen, vorsehen, diesen Asylsuchenden die «Garantien» vorenthalten könnten, die durch die Verfahrensrichtlinie oder durch die «Grundsätze» des europäischen Rechts eingeführt wurden.

Der Gerichtshof der Europäischen Union hat nämlich entschieden:

«Um jedoch zu vermeiden, dass Asylbewerber aus einem bestimmten Drittstaat, deren Asylanträge vorrangig geprüft werden, gegenüber Staatsangehörigen anderer Drittstaaten, deren Asylanträge im normalen Verfahren geprüft werden, diskriminiert werden, darf dieses vorrangige Verfahren Antragstellern der erstgenannten Kategorie die nach Art. 23 der Richtlinie 2005/85 zu beachtenden Garantien, die für jede Art von Verfahren gelten, nicht vorenthalten» (ebenda, Randnr. 74).

B.10.5. Das Recht auf einen wirksamen Rechtsbehelf, das durch Artikel 47 der Charta und durch Artikel 39 der Verfahrensrichtlinie gewährleistet wird, welche in B.4.3 und B.4.4 angeführt wurden, gehört zu den durch diese Richtlinie eingeführten «Grundsätzen» und «Garantien».

In dieser Hinsicht hat der Europäische Gerichtshof entschieden:

«Somit sind die Entscheidungen, gegen die der Asylbewerber gemäß Art. 39 Abs. 1 der Richtlinie 2005/85 einen Rechtsbehelf haben muss, diejenigen, die eine Ablehnung des Asylantrags wegen Unbegründetheit oder gegebenenfalls aus formalen oder verfahrensrechtlichen Gründen, die eine Sachentscheidung ausschließen, implizieren» (EuGH, 28. Juli 2011, C-69/10, *Samba Diouf*, Randnr. 42).

B.10.6. Der Beschluss zur Nichtberücksichtigung eines Asylantrags, der durch einen aus einem sicheren Land stammenden Asylsuchenden eingereicht wurde, hat tatsächlich die Ablehnung des Asylantrags zur Folge und gehört somit zur Kategorie der Entscheidungen, gegen die eine wirksame Beschwerde muss eingereicht werden können.

B.10.7. Das durch Artikel 47 der Charta anerkannte Recht auf eine wirksame Beschwerde ist in Anwendung von Artikel 52 Absatz 3 dieser Charta unter Bezugnahme auf die Bedeutung und die Tragweite, die die Europäische Menschenrechtskonvention ihm verleiht, zu definieren. Es setzt folglich auch voraus, dass die Beschwerde aussetzende Wirkung hat und dass sie eine strikte und vollständige Prüfung der Beschwerdegründe der Antragsteller durch eine Behörde mit voller Rechtsprechungsbefugnis ermöglicht.

Das Recht auf eine wirksame Beschwerde, so wie es in Asylstreitsachen durch Artikel 39 der vorerwähnten Richtlinie garantiert wird, findet im Übrigen nicht Anwendung auf die Maßnahme zur Entfernung vom Staatsgebiet, wohl aber auf den Beschluss zur Ablehnung des Asylantrags. Daraus ergibt sich, dass es nicht nur eine Prüfung des Beschwerdegrundes voraussetzt, der aus einem Risiko der Verletzung von Artikel 3 der Europäischen Menschenrechtskonvention im Falle der Ausweisung eines Antragstellers in ein Land, in dem dieses Risiko besteht, abgeleitet ist, sondern ebenfalls eine Prüfung der Beschwerdegründe, die aus einem Verstoß gegen die Bestimmungen in Bezug auf die Zuerkennung der Rechtsstellung als Flüchtling oder auf Zuerkennung des subsidiären Schutzes abgeleitet sind.

B.11. Folglich beruht der Behandlungsunterschied zwischen Asylsuchenden in Bezug auf die Möglichkeit, eine wirksame Beschwerde gegen den Beschluss einzureichen, mit dem das Asylverfahren beendet wird, je nachdem, ob sie aus einem sicheren Land stammen oder nicht, auf einem Kriterium, das nicht annehmbar ist gemäß der Verfahrensrichtlinie und das daher nicht sachdienlich ist.

B.12. Schließlich ist anzumerken, dass die Maßnahme, die nur das Einreichen einer Nichtigkeitsklage gegen den Beschluss zur Beendigung des Asylverfahrens für die Kategorie der aus einem sicheren Land stammenden Asylsuchenden ermöglicht, in jedem Fall nicht im Verhältnis zu dem in B.2.1 beschriebenen, vom Gesetzgeber verfolgten Ziel der Beschleunigung steht. Dieses Ziel könnte nämlich erreicht werden, indem in diesem Fall die Fristen zum Einreichen einer Beschwerde im Verfahren mit unbeschränkter Rechtsprechung verkürzt würden, was im Übrigen für andere Fälle bereits gesetzlich geregelt ist.

B.13. Der einzige Klagegrund ist begründet. Artikel 2 des Gesetzes vom 15. März 2012 ist für nichtig zu erklären.

Angesichts des Zusammenhangs ist in Artikel 39/81 Absatz 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 in der durch Artikel 3 des Gesetzes vom 15. März 2012 abgeänderten Fassung ebenfalls die Wortfolge «und 57/6/1» für nichtig zu erklären.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

erklärt

- Artikel 2 des Gesetzes vom 15. März 2012 «zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern und des Gesetzes vom 17. Mai 2006 über die externe Rechtsstellung der zu einer Freiheitsstrafe verurteilten Personen und die dem Opfer im Rahmen der Strafvollstreckungsmodalitäten zuerkannten Rechte» und

- in Artikel 39/81 Absatz 1 des vorerwähnten Gesetzes vom 15. Dezember 1980 in der durch Artikel 3 des vorerwähnten Gesetzes vom 15. März 2012 abgeänderten Fassung die Wortfolge «und 57/6/1»

für nichtig.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, in der öffentlichen Sitzung vom 16. Januar 2014.

Der Kanzler,

P.-Y. Dutilleul

Der Präsident,

J. Spreutels